Le pouvoir aux travailleurs

14 Janvier 2017

N° 229

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- LE POUVOIR EST MAGNANIME ENVERS LES SOLDATS MUTINS MAIS ARROGANT DEVANT LES FONCTIONAIRES EN GRÈVE : UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCES ! …… 2 - 3

- MEME SI ELLES NE SE RESSEMBLENT PAS, LES MUTINERIES SE SUCCÈDENT…… 4 - 5

- NOUVELLE GRÈVE DES FONCTIONNAIRES : ILS ONT RAISON DE MONTRER LEUR COLÈRE ! …… 6 - 7

- MALGRÉ L'ANNONCE DE L'ARRIVÉE DE 500 AUTOBUS, LE PROBLÈME DE TRANSPORT RESTE ENTIER …….. 7 - 8

- LUTTE CONTRE LA CHÈRTÉ DE LA VIE: DE QUI SE MOQUE-T-ON ?…… 8 - 9

- UN « *PARADIS* » POUR QUI ?……..... 10

- FILTISAC : LA VIE DES TRAVAILLEURS NE COMPTE PAS …… 13

- TGCC : UNE VICTOIRE MÉRITÉE DES TRAVAILLEURS ……... 14

- GABON : CONTESTATION SOCIALE CONTRE LA TENUE DU TOURNOI DE FOOT. 15

- HOLLANDE À BAMAKO : LA « *FRANÇAFRIQUE* » N'EST PAS MORTE ! .. 15 - 16

E d i t o r i a l

LE POUVOIR EST MAGNANIME ENVERS LES SOLDATS MUTINS MAIS ARROGANT DEVANT LES FONCTIONAIRES EN GRÈVE : UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCES !

Les petits soldats de Ouattara se sont mutinés la nuit du 5 janvier. Ils ont ensuite séquestré le ministre de tutelle venu à Bouaké pour négocier. Ils l'ont contraint d'agréer leurs revendications et obligé ensuite Ouattara, leur « *papa* », d'approuver ce document signé par son ministre. Ils lui ont intimé de déclarer de vive voix dans « *un message à la nation* », qu'il donne son « *accord pour la prise en compte des revendications relatives aux primes et aux conditions de vie et de travail des soldats* ». Il s'agit, entre autre, du paiement immédiat de 5 millions de « *prime Ecomog* » par personne, une « *prime de mission* » pour ceux d'entre eux qui ont été par exemple positionnés le long de la frontière libérienne, une augmentation de salaires pour tous, et enfin, de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Cette mutinerie est un « *remake* » de celle de novembre 2014. Ces mêmes soldats avaient alors obtenu le paiement des « *arriérés de solde* » et des «*baux administratifs*». Par ailleurs, le groupe de 8 400 soldats à la tête de cette rébellion, avait aussi obtenu le passage à un grade supérieur. C'est ainsi que certains d'entre eux sont passés au grade de caporal-chef et d'autres, directement à celui de sergent. Ils n'ont pas oublié que leur ex-chef com'zone Wattao était passé du grade de caporal-cuisinier à celui de lieutenant-colonel bien plus enviable, et que cela a été rendu possible par la force des armes !

Ce n'est pas avec le même empressement que le pouvoir répond aux revendications des fonctionnaires, eux aussi en grève depuis le 9 janvier, pour ainsi dire en même temps que les soldats. De plus, c'est la deuxième grève générale des fonctionnaires en l'espace de deux mois. Ils réclament entre autres, le payement des arriérés non perçus, l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Ils s'opposent à la décision du gouvernement de les spolier d'une partie de leur retraite. Rappelons que certaines de leurs revendications datent du temps de Gbagbo au pouvoir et que celui-ci les avait déjà menés en bateau, quand il ne les avait pas réprimés.

Depuis lors, de nombreux mouvements de grève ont eu lieu. La dernière date du mois de novembre 2016.

Un des principaux représentants des grévistes vient de déclarer : « *La grève est totale sur l'ensemble du territoire national (…). En dépit de cette mobilisation exceptionnelle et historique (…) l'État affiche une indifférence totale. (…) La Plate-forme nationale des organisations de la fonction publique (Psn) exige de la part de l'État des réponses claires à ses légitimes revendications d'ici vendredi* ».

Le gouvernement n'entend pas cette mise en garde car il estime que cette grève de fonctionnaires ne constitue pas jusqu'ici une menace pour sa propre existence ; l'Administration est certes touchée mais sans que cela ne paralyse l'appareil d'Etat ; le transport, les banques et les usines ne sont pas touchés.

Par contre, oui, l'école publique est fermée. Mais cela ne dérange pas les riches et les hauts dignitaires de ce pays car leurs enfants ne les fréquentent pas. C'est la même chose pour les hôpitaux. Quel riche serait-il assez fou pour envoyer sa famille se soigner dans ces mouroirs pour pauvres?

Pour le moment, les intérêts vitaux de la classe des riches ne sont pas touchés mais si cette situation perdure, ne serait-ce que le blocage au niveau de la paperasserie (tel que les laissez-passer et autres certificats administratifs), les incidences ne tarderont pas.

Le gouvernement peut continuer de penser que tôt ou tard les grévistes seront fatigués. Mais le rapport de forces peut changer car les petits salariés de la Fonction publique sont loin d'être les seuls à faire les frais de la politique gouvernementale. Ils ne sont pas les seuls à souffrir des bas salaires, du renchérissement du coût de la vie. Bien au contraire, la situation est désastreuse pour l'ensemble du monde du travail. Les agents hospitaliers et ceux de l'éducation sont traités comme des journaliers corvéables à merci et payés au rabais ; les ouvriers de l'industrie et ceux du bâtiment n'en peuvent plus de voir leurs conditions de travail et de vie se dégrader, au point d'être réduits un peu plus chaque jour à la misère. Cette situation est grosse de colère et celle-ci peut déboucher sur une lutte d'ampleur.

Les travailleurs, par-delà leur secteur d'activité, par delà la diversité de leur métier, doivent exiger leur droit à une vie décente. Ils peuvent faire plier le gouvernement et le patronat. Leur force, c'est leur nombre et leur place dans l'économie. Sans eux, rien ne peut fonctionner. Prendre conscience de cette force et des possibilités qu'elle offre aux travailleurs est un premier pas important pour changer les choses.

MEME SI ELLES NE SE RESSEMBLENT PAS, LES MUTINERIES SE SUCCÈDENT

Dans la nuit du jeudi 05 au matin du vendredi 06 janvier 2017, la population de Bouaké a été tenue en éveil par le crépitement d'armes à feu. En effet, des soldats des camps et garnisons de la ville ont pris de nuit, le contrôle de la ville en neutralisant les différents commissariats de police et en bloquant les entrées et sorties de la ville. Comme s'ils se sont donné le mot, d'autres villes du pays ont été atteintes par la mutinerie, Daloa, Daoukro, Korhogo, Odienné, Man, San-Pedro et Abidjan dès le lendemain. Rapidement, le gouvernement a promis de satisfaire à leur revendication. Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à une mutinerie de soldats.

La mutinerie de novembre 2014

Lors de cette mutinerie, le régime d'Abidjan a pris peur. Pris de court, Ouattara cède rapidement aux revendications qu'il considère à cette époque comme étant légitimes et justifiées. En contrepartie, il demande à ces soldats de l'aider à réprimer la grogne venant du côté de leurs anciens camarades ex-combattants qui avaient combattu en sa faveur lors de sa lutte pour accéder au pouvoir. Cela représentait plusieurs dizaines de milliers de combattants. Ils ont été par la suite désarmés, démobilisés et n'ont pas pu intégrer l'armée officielle nouvellement créée. Ouattara a sans doute estimé ne plus avoir besoin d'eux.

La mutinerie de début janvier 2017

Comme une trainée de poudre, depuis Bouaké, les soldats des différentes garnisons du pays rallient le mouvement de colère des soldats. Le samedi 07 janvier, les soldats du plus grand camp militaire d'Abidjan entrent aussi en mutinerie. Ils se manifestent par des rafales de tirs à l'intérieur de la caserne et bloquent la voie qui mène à Bingerville. Les sapeurs-pompiers militaires, la garnison du 3ème bataillon d'Anyama, le camp commando d'Abobo tirent des rafales et dressent des barrages dans la ville.

À Bouaké, aucun véhicule n'est autorisé à entrer ou à sortir. La ville est sous le contrôle des mutins qui y paradent dans des véhicules arrachés à la police ou aux particuliers. Ils lâchent de temps en temps des salves de Kalachnikov. À Daloa, deuxième région militaire du pays, c'est le même scénario. Les mutins y ont également le contrôle de la ville. Dans d'autres villes (Daoukro, Korhogo, Odienné, Man ou San-Pedro), les mutins se contentent de tirer quelques rafales et de dresser des barrages sur certaines voies pour marquer leur ralliement. La population quant à elle, s'est terrée le temps que l'orage passe.

Qui sont les soldats mutins et quelles sont leurs revendications ?

Comme en 2014, le gros des mutins est formé par les ex rebelles des FAFN de Soro Guiillaume. Ils

réclament le versement d'une prime dite ''*Ecomog*'', la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage des grades supérieurs à quatre ans au lieu de sept ans et un logement pour chacun d'eux. Sur une chaine de radio, l'un des porte-paroles dit : *« Dans l'armée, nous n'avons pas de syndicats, c'est le seul moyen que nous avons de nous exprimer. On ne veut de mal à personne, mais le président doit nous entendre »*. Et le président semble les avoir entendus.

Déjà, dès le vendredi 6 janvier, les autorités administratives et religieuses de Bouaké ont entamé des négociations avec les soldats mutinés. Comme les soldats ne se sont pas laissé convaincre, le ministre de la Défense a fait le déplacement en personne pour discuter avec leurs représentants. Après accord et malgré une déclaration télévisée dans laquelle le Président a concédé aux demandes des militaires, la délégation du ministre a été retenue tout de même pendant deux heures. Certains militaires ont flairé le piège et exigé l'exécution immédiate des promesses. Il a fallu convaincre ces derniers de la bonne foi du Président.

Le contexte social actuel

Actuellement, la population ivoirienne vit dans une certaine contradiction. D'un côté, il y a les grands discours sur la croissance économique du gouvernement et sa politique des grands travaux, de l'autre, il y a le quotidien morose de la plupart des ivoiriens. C'est à vue d'œil que les usines, les autoroutes, les échangeurs et autres bâtiments cossus fleurissent à travers le pays, les grosses cylindrées battent de plus en plus le pavé des villes, confirmant bien une embellie dans les affaires, sans aucune retombée pour les petits gens. Bien au contraire, le loyer, le prix du transport et des produits de première nécessité sont en hausse continue. La grogne est palpable au sein de la population. Les soldats du rang qui font partie du petit peuple n'échappent donc pas au mécontentement général. Ils ne sont pas plus de dix milles mais comme ils savent faire parler la poudre, les autorités sont bien obligées de leur prêter une oreille attentive.

Voilà bientôt une semaine qu'une grève de fonctionnaires et agents de l'État (officiellement 200.000 personnes) est largement suivie. Et pourtant cela n'a pas l'air d'indisposer les dirigeants du pays.

Mais arrivera le jour où la révolte des exploités sera telle qu'elle emportera à jamais ce système capitaliste qui est à l'origine de l'injustice sociale et de la misère dans le monde.

L E U R S O C I E T E

NOUVELLE GRÈVE DES FONCTIONNAIRES : ILS ONT RAISON DE MONTRER LEUR COLÈRE !

Les fonctionnaires sont une nouvelle fois entrés en grève depuis le 9 janvier. La précédente grève date du 7 novembre dernier et avait duré une semaine dans certains secteurs et deux dans d'autres. Cela, malgré les menaces du gouvernement qui avaient qualifié cette grève d'illégale.

La grève a été reconduite en ce début d'année 2017 car le gouvernement n'a donné aucune suite aux différentes revendications. Mais voilà qu'après une nouvelle semaine de grève, il reste toujours sourd aux revendications des fonctionnaires. C'est ainsi que les dirigeants des syndicats du secteur public viennent d'annoncer ce samedi 14 janvier la reconduite de la grève la semaine prochaine.

Rappelons que c'est une attaque du gouvernement sur la retraite des fonctionnaires qui est à l'origine de ce mouvement de grève qui touche notamment les secteurs de la santé, de l'administration, et de l'enseignement.

En effet, le gouvernement veut appliquer une réforme sur la retraite décidée en 2012. Il voudrait baisser la pension de retraite des fonctionnaires au niveau de celle du secteur privé, tout en augmentant la cotisation. De plus, en cas de décès, le conjoint vivant devra attendre 5 ans de plus avant de percevoir cette pension.

Mais les fonctionnaires ont de nombreuses autres revendications à faire valoir. Parmi elles, il y a l'intégration des journaliers de la Fonction publique. D'autant plus que certains d'entre eux continuent même à être payés au taux de l'ancien Smig. Les enseignants de leur côté ont des arriérés impayés. De façon générale, les fonctionnaires demandent une revalorisation de leurs salaires et une amélioration de leurs conditions de travail, mais le gouvernement demeure sourd face à leurs revendications, d'autant plus qu'il semble considérer que cette grève ne le gêne pas pour l'instant outre mesure.

Le gouvernement a d'autant moins peur de ce mouvement de grève que les dirigeants qui sont à la tête de ce mouvement ne proposent aucune politique pour tenter de l'étendre vers les travailleurs du secteur privé, notamment vers les ouvriers de l'industrie, du bâtiment et du port. Ils ne proposent même pas de l'étendre vers les enseignants du privé ou des cliniques privées, etc. Pourtant tous ceux-là ont encore plus de problèmes de salaire et de conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, et pourraient facilement se rallier à ce mouvement de grève. Ce qui pourrait changer radicalement le rapport des forces.

L E U R S O C I E T E

Un tel mouvement pourrait aussi gagner la sympathie des corps habillés du rang, notamment des soldats, des policiers, etc, qui partagent bien souvent les mêmes difficultés que les populations pauvres dont ils sont eux-mêmes issus.

Dans tous les cas, les grévistes de la Fonction publique n'ont pas une autre alternative s'ils ne veulent pas voir leur mouvement s'enliser et risquer de subir une répression armée.

MALGRÉ L'ANNONCE DE L'ARRIVÉE DE 500 AUTOBUS, LE PROBLÈME DE TRANSPORT RESTE ENTIER

Le gouvernement a annoncé l'arrivée prochaine de 500 nouveaux autobus. Cette information a été relayée par la télé, la radio et les journaux. La même annonce avait déjà été faite au mois de juin mais l'arrivée des bus prévue pour le mois de décembre 2016 n'a pas été tenue. Même si ces bus, dont l'arrivée a été maintes fois annoncée, débarquaient, cela ne pourrait pas vraiment résoudre le problème du transport dans une ville comme Abidjan dont la population avoisine les 6 millions d'habitants. Le ministre de l'Économie lui-même avait reconnu le 28 décembre dernier, que pour « *couvrir les besoins de mobilité de la population abidjanaise à 50 %, il fallait 2 500 autobus* » ce qui voudrait dire que pour couvrir les besoins à 100% il en faudrait 5 000. Donc, les 500 bus annoncés ne couvriront que 10% des besoins. Il n'y a pas de quoi pavoiser.

Ce n'est un secret pour personne que l'entreprise étatique de transport public (SOTRA) n'est plus que l'ombre d'elle-même. Il est rare de voir des bus dans les rues d'Abidjan. Les terminus qui autrefois grouillaient de monde sont aujourd'hui déserts, non pas parce qu'il n'y ait plus de passagers à transporter mais parce que les pouvoirs publics ont démissionné en laissant la place au transport informel. Ainsi, pour les pauvres, se déplacer dans la ville d'Abidjan relève d'un véritable casse-tête.

Pour se rendre au travail et pour en revenir, les travailleurs doivent endurer d'énormes difficultés. Pour ceux qui habitent Abobo et qui travaillent à la zone industrielle de Yopougon par exemple, c'est la galère. Le transport est assuré par des « *Gbakas* » dont l'état laisse à désirer. En plus, ils sont en nombre insuffisant. Ce qui fait qu'aux heures de pointe, l'ouvrier peut passer des heures à faire la queue avant d'avoir un transport. Nombreux sont ceux qui sont obligés de faire de l'auto-stop faute de trouver un transport ou tout simplement faute d'argent.

L E U R S O C I E T E

Il y a aussi le cas de ceux qui habitent des quartiers populaires comme Abobo ou Yopougon et qui travaillent à la zone industrielle de Vridi. Là, aussi c'est encore la même situation si ce n'est encore plus grave. Par le passé, la Sotra mettait à leur disposition des lignes directes qui partaient de leurs quartiers jusqu'à leur lieu de travail à moindre coût. Aujourd'hui, tout cela n'existe plus. Il faut pour se rendre au travail changer de transport souvent trois fois pour faire le trajet. À cette allure, tout le salaire y passe, rien qu'en frais de transport.

Alors, ils sont nombreux les travailleurs qui passent la semaine sur leur lieu de travail ou se débrouillent pour se trouver une place dans les environs et ne rejoignent leur famille que le week-end. D'autres encore préfèrent aménager dans les quartiers précaires environnant les zones industrielles au risque d'être perpétuellement menacés de déguerpissement par le gouvernement.

Concernant le transport des élèves et étudiants, il faut rappeler que dans un passé pas si lointain il était entièrement subventionné par l'État. Mais aujourd'hui, avec la quasi disparition de la Sotra, même disposer d'une carte de bus ne sert pratiquement à rien. Du coup, le transport est entièrement à la charge des parents d'élèves.

Redynamiser le transport public est plus que jamais nécessaire pour soulager un tant soit peu les populations pauvres, mais le gouvernement traine les pas et se contente d'effets d'annonce.

LUTTE CONTRE LA CHÈRTÉ DE LA VIE : DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

En guise de bilan de l'année 2016, le ministre du Commerce fraichement débarqué, Jean-Louis Billon, a déclaré dans une interview publiée par la presse que : « *L'actualité 2016 a été intense avec la hausse du prix de l'électricité qui a eu des effets sur l'ensemble des populations, mais nous avons œuvré pour limiter ces effets et les ramener à un niveau plus acceptable* ». Rien que du vent et des paroles mielleuses pour bercer les populations. La réalité est que le coût de la vie ne cesse de renchérir.

Contre la vie chère, ce ministre propose comme mesures, entre autres : *« la rénovation de la métrologie* » et l'adoption par l'Assemblée nationale du « *nouveau code du consommateur* » afin « *d'accentuer la protection des consommateurs, faire connaître leurs droits et permettre aux commerçants de travailler dans les règles précises pour favoriser les meilleurs prix, une meilleure qualité… ».*

L E U R S O C I E T E

Par ces mesures, Il semble tenir pour responsable de la cherté de la vie, les petits commerçants accusés à tout vent de truquer les instruments de mesures (balances, et autres).

Dans un passé récent ce ministre avait même mis en place une brigade contre la vie chère. Cette brigade était censée contrôler les instruments de mesures, comme s'il suffisait que les instruments de mesures soient dans les normes pour que le prix des marchandises baisse. Sur le terrain, comme il fallait s'y attendre, on a plutôt assisté à des rackets des petits commerçants par cette brigade. Par contre, on ne les a jamais vus aller titiller les grossistes ou propriétaires des grandes surfaces.

Le prix de l'électricité, l'eau, de l'huile, du sucre, tout comme celui, de l'ensemble des produits de première nécessité est fixé par les riches, par ceux qui détiennent les moyens de production. Donc faire baisser les prix équivaut à prendre sur le profit des riches. Pour ça, on ne peut vraiment pas compter sur un quelconque ministre, encore moins sur celui-là, puisqu'il est lui-même un des principaux chefs d'entreprise de ce pays.

FLAMBÉE DES PRIX : LES POUVOIRS PUBLICS ATTENDENT PEUT-ÊTRE LE COUP DE COLÈRE DES POPULATIONS PAUVRES

Les prix de plusieurs produits de grande consommation ont connu une énième augmentation à la veille de la fin d'année. Pour ne citer que quelques exemples, il y a notamment l'huile dont le prix du litre est passé de 800 f à 900 F voire 1000 F à certains endroits. Le kilo de sucre également est passé de 750 à 850 voire plus en fonction des commerçants. Le savon Bel ivoire est passé de 350 F à 400 F. Toutes ces augmentations se font sur le dos de la population. On ne l'apprend du jour au lendemain que lorsqu'on se rend à la boutique pour faire ses achats.

Ces hausses de prix des produits de première nécessité interviennent au moment où les ministres multiplient des déclarations fumeuses sur leur prétendue lutte contre la vie chère.

Le gouvernement laisse passer toutes ces augmentations lorsque ce n'est pas lui-même qui en est l'instigateur. La dernière augmentation du prix de l'électricité est une illustration de ses attaques à l'encontre des classes populaires.

L E U R S O C I E T E

C’est ce même gouvernement qui s’en prend aux retraites des fonctionnaires, c’est-à-dire de ses propres employés. C’est dire qu’il ne faut pas compter sur lui pour forcer les patrons du secteur privé à améliorer les salaires de leurs travailleurs, ni de les contraindre à embaucher plutôt que de généraliser l’emploi de journaliers.

Seule une riposte du monde du travail est en mesure de mettre un coup de frein à ces attaques intempestives des riches et du gouvernement à leur service.

UN « *PARADIS* » POUR QUI ?

Un cabinet américain dénommé « *Nielsen* » a pondu récemment un rapport selon lequel la Côte d’Ivoire se serait hissée au terme de l’année 2015, à la première place africaine en matière de perspectives d’affaires pour les investisseurs. Selon ce cabinet, ce classement est dû à la mise en œuvre par le gouvernement de facilités pour la classe capitaliste telle que des procédures bureaucratiques allégées, une fiscalité réduite, une protection renforcée des investissements, un guichet unique de création d’entreprises, etc.…mais surtout grâce à une main d’œuvre qualifiée, disponible et bon marché.

En clair, le pays serait devenu un nouvel eldorado pour les capitalistes qui peuvent compter sur l’État pour protéger leurs affaires et s’enrichir en toute tranquillité. Mais gare à la colère du monde ouvrier car tôt ou tard les travailleurs réclameront leur droit à une existence décente. On verra alors si ce sera toujours un paradis pour les capitalistes !

VISITE MÉDICALE SCOLAIRE, UNE ESCROQUERIE DÉGUISÉE.

Le ministère de l'Éducation nationale en accord avec celui de la Santé a organisé ce qu’on pourrait qualifier de racket.

Autrefois, seuls les élèves en classe d'examen et concours devaient passer la visite médicale. Cet examen médical a son importance parce qu'il permet de diagnostiquer un mal chez l'élève. Cela peut être un problème de vision, d'audition, de respiration, etc. Il peut être lié à des infections bactériennes ou virales, contagieuses ou non. Ce diagnostic permet donc à l'élève malade de bénéficier d'une attention particulière de ses camarades et d'une dispense par rapport à certaines matières.

L E U R S O C I E T E

Cependant, une telle visite nécessite des appareils médicaux adéquats et surtout un personnel médical proportionnel au nombre d'élèves. Mais, il n'en est rien de tout cela. Une ville comme Bingerville par exemple, qui possède de grands lycées et collèges (y compris des villages environnants), ne dispose que d'un médecin, deux infirmiers et une sage-femme pour mener cette opération. Au lycée classique d'Abidjan, il n'y a que deux infirmières pour près de quatre mille élèves.

Dans ces conditions, le suivi médical des élèves ne peut être que médiocres et sans grande efficacité.

Par contre, ce seront des centaines de millions de francs CFA qui seront rackettés auprès des élèves. En effet, derrière cette belle opération qui est l'organisation de cette visite médicale, il y a un flot d'argent. Les élèves du primaire doivent s'acquitter de 200 F et ceux des collèges et lycée auront 500 F à débourser Ce qui représentera au total une bonne cagnotte pour les organisateurs. Comme quoi les autorités ne manquent pas d'imagination pour soutirer de l'argent à la population.

ATTENTION À LA GROSSE ARNAQUE !

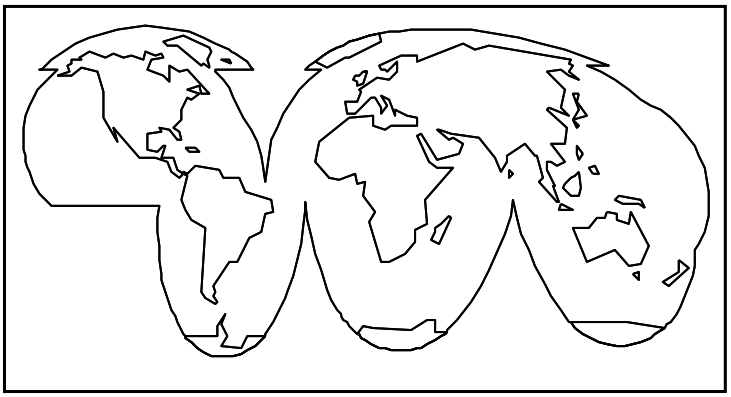
Actuellement on parle beaucoup de société prétendant opérer dans l'agrobusiness. Ce sont des entreprises, des escrocs plutôt, qui vous promettent de faire fructifier votre argent en vous proposant d'investir une certaine somme dans le secteur agricole. Ils vous proposent par exemple différents produits agricoles et une rentabilité avoisinant les 400 à 500%. Ainsi, le client a la possibilité de choisir par exemple d'investir son argent dans le piment, le choux, le concombre ou autres. On vous promet par exemple un gain de plus de trois millions de francs au bout de 6 mois pour un investissement de départ de 885 000 F, et patati et patata.

Les travailleurs du rang ne sont certainement pas directement concernés par ce genre d'arnaque car ils n'ont pas d'argent à placer. Néanmoins ce ne sont pas les grands riches des quartiers huppés qui sont visés mais des gens de condition moyenne.

Petit à petit, devant les premiers chèques perçus par leurs clients et la masse d'argent brassée, ces sociétés se multiplient et ratissent de plus en plus large. Ce sont ainsi des milliards qui sont brassés dans ce secteur. Des milliers de personnes ont investi leur argent et risquent d'y laisser des plumes.

Le monde capitaliste est plein d'escrocs. Quand, ce ne sont pas les patrons qui nous exploitent, ce sont d'autres qui nous volent notre argent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : LA VIE DES TRAVAILLEURS NE COMPTE PAS !

Le vendredi 13 janvier un travailleur a rendu l'âme, alors qu'il était de l'équipe de nuit.

Les salaires sont tellement bas et la pression telle que même malade à en crever les travailleurs se rendent au travail. De plus, les rendements exigés ne cessent d'augmenter et les conditions de travail se dégradent. De nombreux travailleurs vont au travail le ventre vide et souvent même quand ils sont malades, alors que leur état nécessite un arrêt de travail.

À l'usine, il y a bien une infirmerie. Mais elle n'est que de nom. Ainsi, la nuit, il n'y a pas de présence d'un médecin.

C'est ainsi que l'irréparable est arrivé. Les travailleurs du quart du matin, quand ils ont appris la nouvelle, ont débraillé sur le champ pour exiger la mise en place de conditions pour que ce genre de tuerie ne se produise plus. Les travailleurs ont dénoncé le fait que l'ambulance ne soit pas en service et ils exigent la présence d'un médecin pendant le service de nuit, ou à défaut, que ce dernier soit logé dans l'enceinte de l'usine. C'est seulement après la promesse de la direction de donner une suite favorable aux demandes, que le travail a repris 4 heures plus tard.

Par ailleurs, la direction exige que les malades passent d'abord par l'infirmerie de Filtisac avant de se rendre dans tout autre hôpital, sous peine de non remboursement par l'assurance maladie. Cette absurdité pour des raisons pécuniaires a aussi entraîné la mort d'un autre travailleur quelques jours auparavant.

En effet, au lieu de se rendre directement dans un centre hospitalier pour avoir des soins adéquat, ce travailleur s'est rendu à l'infirmerie de Filtisac. Cette perte de temps inutile lui a été fatale. Son cas nécessitait effective une évacuation d'urgence dans un centre hospitalier. L'ambulance étant, de plus, à l'arrêt, c'est dans le véhicule du médecin que l'évacuation a eu lieu. Malheureusement le travailleur est mort en cours de chemin.

C'est deux mort sont à mettre sur le compte des actionnaires de Filtisac. Le principal d'entre eux étant un multimilliardaire qui se la coule douce en Europe. Voilà comment il se fait son argent. La Direction de Filtisac ne recule devant rien quand il s'agit d'augmenter son profit. Elle triche même sur la sécurité au détriment de la vie des travailleurs.

C'est seulement en se mobilisant que les travailleurs peuvent les faire reculer.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

TGCC : UNE VICTOIRE MÉRITÉE DES TRAVAILLEURS

TGCC est une entreprise marocaine qui exerce dans le secteur du bâtiment. Elle a plusieurs chantiers dans la cité des affaires au Plateau. C'est sur l'un de ces chantiers que le 14 décembre, les travailleurs ont marqué un arrêt de travail pour exiger la réponse à leurs revendications.

Depuis près de deux mois, les travailleurs ont saisi leur direction avec de nombreuses revendications. La direction a répondu par un refus de discuter en prétextant qu'ils sont recrutés par des sous-traitants. Mais ces derniers ont fait savoir qu'ils ne sont que de simples pourvoyeurs de main d'œuvre et qu'en ce qui concerne les conditions de travail et les salaires, c'est la TGCC qui est responsable.

C'est donc face à ce jeu de ping-pong que les travailleurs, las d'attendre, ont tout bloqué pour exiger une réponse. La direction de TGCC s'est sentie coincée et a procédé à la fermeture du chantier. Elle a ensuite viré les sous-traitants et procédé elle-même au recrutement de travailleurs. Au début, elle a présenté un contrat journalier avec un salaire de 3 750F au lieu de 3 000 F par jour. Il y a donc eu une petite amélioration de 750F de plus. Mais comme le compte n'y était toujours pas, les travailleurs se sont saisis de ce contrat et ont averti l'Inspection de travail qu'à la reprise des travaux, ils entameront une nouvelle grève pour réclamer le vrai taux en vigueur dans le secteur du bâtiment. Aussitôt informée de cette détermination des travailleurs, la direction a révisé le contrat en l'améliorant jusqu'à 4 275 F par jour pour certains manœuvres et 4 500 pour d'autres. Elle s'est engagée aussi à déclarer les travailleurs à la CNPS ainsi qu'à fournir les équipements de protection (chaussures de sécurité et casque) à tous les travailleurs.

Les travailleurs regonflés par cette petite reculade de la direction ont maintenu la pression en réclamant les arriérées des heures supplémentaires. Les calculs sont faits et déposés à l'Inspection de travail. Ils voulaient passer à l'action mais leur ardeur est stoppée pour le moment par la grève des fonctionnaires dont font partie les Inspecteurs du travail qui ont en charge le dossier.

La direction a intérêt à régler cette autre histoire au plus vite sinon il faudra qu'elle s'attende à des journées chaudes et mouvementées dans les semaines à venir.

GABON : CONTESTATION SOCIALE CONTRE LA TENUE DU TOURNOI DE FOOT

De nombreux syndicats (une quarantaine selon les dirigeants du mouvement de contestation opposé au pouvoir de Bongo) ont appelé au boycott et à une grève générale pour protester contre la tenue du championnat africain de football qui se tient dans ce pays entre le 14 janvier et 5 février. Ils dénoncent les dépenses somptueuses englouties dans ce genre de tournoi (deux tournois en cinq ans) alors que l'Etat gabonais délaisse les secteurs utiles à la population comme les hôpitaux publics, les centres de santé et l'école publique.

Ali Bongo a eu le culot de refuser les augmentations de salaire revendiquées par les fonctionnaires en prétextant que les caisses de l'Etat ne le permettaient pas mais il a trouvé des milliards pour financer la CAN (Coupe d'Afrique des Nations). De nombreux petits salariés de l'Etat sont à juste titre outrés par ce choix de Bongo dicté par son envie de redorer son blason à la suite de sa réélection frauduleuse à la présidence. Nombreux sont aussi ceux qui dans les quartiers populaires sont en colère contre l'incapacité du gouvernement de répondre à leurs aspirations à une vie meilleure alors que le pétrole coule à flots depuis plusieurs dizaines d'années.

Les richesses naturelles de ce pays sont littéralement pillées par des sociétés comme Total et par une poignée de parasites alors que la grande majorité de la population continue de croupir dans la misère. Alors, tant mieux si la majorité de ceux qui souffrent de la politique de Bongo profitent de la tenue de la CAN pour montrer leur colère.

HOLLANDE À BAMAKO : LA « *FRANÇAFRIQUE* » N'EST PAS MORTE !

Le dernier sommet franco-africain qui s'est tenu à Bamako le 14 janvier a été en quelque sorte la tournée d'adieu de François Hollande à ses compères africains. Plus d'une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains y ont répondu présents, dont le dictateur tchadien Idriss Deby, le Congolais Denis Sassou-Nguesso et le Gabonais Ali Bongo. Le Gambien sanguinaire et mégalomane Yahya Jammeh faisait aussi partie de la liste des invités mais son fauteuil est resté inoccupé puisqu'il a été « *désinvité* » au dernier moment suite à son refus de quitter le pouvoir après sa défaite à l'élection présidentielle. C'est dire que le chef de file de l'impérialisme français a été bien entouré par sa clientèle habituelle, par des gens représentatifs de l'image des relations que l'Etat français entretient avec le continent africain.

Contrairement à ce qu'avait déclaré François Hollande lors de son accession au poste présidentiel, il n'a pas mis fin à la « *Françafrique* ». Durant son quinquennat il a démontré qu'il y a une continuité de la politique de l'impérialisme français vis-à-vis de ses anciennes colonies d'Afrique ainsi qu'avec le reste du continent. La présence des troupes militaires françaises sur le sol africain est en même temps le symbole et la garantie de cette continuité.

François Hollande a présenté l'intervention militaire française au Mali, en Centrafrique et au Niger comme une intervention à but humanitaire pour venir au secours des populations victimes de la barbarie. Ce n'est que de la poudre aux yeux pour tenter de masquer que les véritables bénéficiaires de ces interventions ce sont les Bolloré, les Bouygues, Colas et consorts ; ce sont des trusts à capitaux majoritairement français comme Total ou Areva ou de grandes sociétés comme Orange, Carrefour, Danone et autres marchands d'armes.

Si l'impérialisme français soutient dans ses anciennes colonies des dictatures infâmes, des régimes qui n'hésitent pas à semer la terreur, c'est aussi pour permettre aux grands capitalistes français de piller les richesses naturelles du continent africain. Les cliques locales s'enrichissent au passage en pillant les caisses de l'Etat et en mettant la main sur certains secteurs lucratifs ; c'est le bakchich que leur laissent leurs maîtres de Paris et d'ailleurs.

La présence massive d'une délégation du patronat français lors de ce dernier sommet de Bamako illustre cette continuité de la politique de l'impérialisme français en direction de l'Afrique. Pour faire face à la concurrence des capitalistes provenant de Chine et d'ailleurs, les entreprises françaises ont besoin de la protection et de l'appui de l'État français. Et en la matière, Hollande n'a été que le continuateur de la politique de ses prédécesseurs. Celui qui le succédera ne fera que suivre le sillon car dans une France dominée par le système capitaliste, ce sont les intérêts de la grande bourgeoisie française qui priment. Les chefs d'États et les gouvernements qui se succèdent dans ce pays ne sont en fin de compte que des pantins qui ne font qu'appliquer les désidératas des banquiers et de l'ensemble du patronat de ce pays.

La nature des relations entre les pays africains et l'ancienne puissance coloniale française ne changera véritablement que lorsque la nature de l'État de celle-ci changera, c'est-à-dire, une fois que le prolétariat aura pris le pouvoir dans ce pays en renversant sa propre bourgeoisie.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.